

Corruption et performances macroéconomiques des pays de la région MENA : analyse descriptive

Zohra ALLAOUI

Assistante à la Faculté des Sciences de Gafsa FSG

E-mail : allaouizohra@yahoo.fr

Received: 20/03/2025

Revised: 23/06/2025

Published: 01/10/2025

Abstract:

This article investigates the impact of corruption on economic growth in the MENA region, focusing on both direct and indirect effects. The theoretical framework defines corruption as the misuse of public power for private gain and explores its transmission channels through foreign direct investment (FDI) and human capital accumulation. A descriptive analysis highlights significant disparities across countries. Economies with high levels of corruption attract fewer and less diversified FDI and face deficits in human capital development, which constrain productivity and long-term growth. Conversely, countries with stronger institutions and more diversified economic structures manage to mitigate some negative effects of corruption.

The findings suggest that corruption acts as a structural impediment, limiting the transformation of economic growth into sustainable development. Policy implications include the need for institutional reforms, targeted human capital investments, and differentiated strategies tailored to national contexts. The study also provides avenues for future research, such as quantitative assessments of the indirect effects of corruption and evaluations of anti-corruption policies in the MENA region.

Keywords: corruption, economic growth, foreign direct investment (FDI), human capital, MENA region, institutional disparities.

All articles in this issue are licensed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License (CC BY 4.0).

Corresponding author: Zohra ALLAOUI, **e-mail:** allaouizohra@yahoo.fr

Introduction

Etant définie comme l'usage abusif du pouvoir public à des fins privées (Mauro, 1995), la corruption ne se limite pas à un problème de gouvernance ou d'éthique : elle influence directement et indirectement la croissance économique en affectant l'allocation des ressources, la productivité des investissements et l'accumulation du capital humain (Tanzi & Davoodi, 1997; Wei, 2000). Cette corruption constitue l'un des principaux obstacles au développement économique et social dans de nombreux pays, en particulier dans la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord).

L'impact direct de la corruption sur la croissance a été largement documenté, alors que ses effets indirects, via les investissements directs étrangers (IDE) et le capital humain, restent moins utilisés dans le contexte spécifique de la région MENA. Cette région présente une hétérogénéité institutionnelle et économique remarquable, contenant de pays aux institutions relativement stables et des économies fortement dépendantes des rentes naturelles et caractérisées par des pratiques corruptives endémiques.

Dans ce contexte, l'objectif de notre article consiste à fournir, en premier lieu, une analyse théorique des mécanismes par lesquels la corruption influence la croissance économique, en distinguant effets directs et indirects, et réaliser en second lieu, une analyse descriptive des disparités régionales, afin d'identifier les pays et mécanismes les plus vulnérables aux impacts négatifs de la corruption. En fait, les résultats de ce travail visent à enrichir la compréhension des effets structurels de la corruption et à soutenir les politiques publiques favorables à un développement durable et inclusif dans la région MENA.

I. Influence de la corruption sur la croissance économique : cadre théorique

1. Définition de la corruption :

La corruption se définit comme l'abus d'un pouvoir détourné à des fins privées, impliquant des pratiques telles que la corruption active et passive, le détournement de fonds et le trafic d'influence, qui touchent l'efficacité économique, la gouvernance et la confiance institutionnelle. Selon la Banque mondiale (1997), la corruption correspond à l'utilisation abusive d'une fonction publique pour obtenir un avantage personnel, tandis que Transparency International (2023) élargit cette définition à tout abus de pouvoir, qu'il soit

public ou privé. La Convention des Nations Unies Contre la Corruption (CNUCC, 2003) souligne que ces pratiques constituent un frein majeur au développement durable et à la stabilité institutionnelle. Rose-Ackerman (1999), considère aussi la corruption comme un comportement rationnel par lequel des agents économiques contournent les règles formelles afin de maximiser leurs intérêts privés, au détriment de l'intérêt général et de la performance économique. Pour cette raison, plusieurs études théoriques et empiriques se sont intéressées à déterminer l'influence directe et indirecte de la corruption via divers canaux sur la croissance économique.

2. Influences directs et indirects de la corruption sur la croissance économique

2.1- Influences directs

Dans son effort de mettre en évidence l'importance de la corruption, Transparency International a montré que la corruption représente un obstacle pour la croissance économique, sape le bien-être matériel et la justice sociale. En fait, pour promouvoir un monde plus équitable et supprimer la pauvreté extrême, il faut réduire la corruption qui décourage l'éducation, la santé, le commerce et l'environnement. Cette corruption est présentée comme l'un des mauvais ennemis du développement [Gbaguidi, (2006)].

Les recherches de Celentani et Ganuza (2002) ont appuyé qu'un climat de corruption abondante, encourage l'apparition des comportements opportunistes justifiés par la recherche de gains futurs. Ces comportements ni autres que l'asymétrie d'information qui correspond à l'acquisition par un agent ou un groupe d'agents d'une information privée utilisée à leur avantage. Cette asymétrie d'information constituant le principal déterminant de la corruption(Laffont et Meleu, (2001), a fait l'objet des nouvelles études de Van Rijckeghen et al (2001) et de Kraster et Ganer (2004).

De son côté, Mauro (2001), dans une étude relative à la détermination de la causalité entre le niveau de la croissance économique et l'indice de la corruption, a montré que la corrélation n'est pas toujours négative. Il affirme que la corruption peut être examinée dans certains cas comme une mesure stimulante du travail et de production. Cette idée est infirmée par les travaux de Vega-Gordillo et Alvarez-Arce (2003) et de Del Monte et Pagagni (2001). De même, pour d'autres économistes tels que Ades et Di Tella (1999),

plusieurs entreprises aux États-Unis, ont tiré des rentes et prouvent leur compétitivité sur le marché dans un climat de forte corruption.

Dans le même contexte, Osborne (2004) a présenté à travers une comparaison, que les politiques gouvernementales de quelques pays en développement n'ont pas d'effets réels et positifs sur la croissance économique, alors que pour le cas des pays d'Europe et les États-Unis, les tendances sont inversées. Ceci est justifié selon l'auteur par la mauvaise gouvernance qui caractérise la plupart des pays pauvres du continent africain.

Les distorsions de politiques économiques qui règnent dans la plupart des pays en développement et résultant de la mauvaise qualité des contrôles et des instances de régulation, ralentissent le dynamisme économique (Ali et Crain, 2002). Ainsi, Al-Marhubi (2004) insiste sur la crédibilité de l'État, autrement dit, sa capacité à respecter ses engagements et à disposer une atmosphère de stabilité sociale assurant une croissance économique forte et soutenue. Or, la crédibilité de l'État est affectée par la corruption qui a affaibli à leur tour l'efficience des actions Étatisques capables de favoriser la croissance. Pour Hoskins (2001), la faiblesse de la crédibilité de l'État est à la base de la répartition inégalitaire des revenus et de croissance, ainsi que de la mauvaise régulation économique. Il préfère un État fort qui tient en compte ses promesses et ses engagements.

A cet égard, Certains économistes pensent que la corruption affaiblit l'investissement total et réduit la qualité de l'infrastructure d'un pays. Ces effets pervers touchant les processus de création des infrastructures, sont révélés pareillement par Laffon et N'Guessan (1999) et par Laffon et N'Gbo (2000) dans un modèle tenant en compte l'expansion des réseaux pour les pays en développement. Braguinsky (1996) et ces auteurs sont parvenus aussi au même résultat indiquant que l'asymétrie d'information accomplie par un pouvoir illégal, est un facteur important de la corruption.

De leurs côtés, Gupta, Davoodi et Tiongson (2000) suggèrent que la corruption diminue les dépenses publiques à la santé ce qui conduit à l'augmentation du taux de mortalité infantile. Certes, il y a une relation positive et significative entre les activités improductives et la corruption (Tanziet Davoodi, 2000).

2.2- Influences indirects de la corruption via divers canaux de transmission

Pellegrini et Gerlaugh (2004) et Mauro (2000, 2001) ont analysé empiriquement l'influence directe de la corruption sur la croissance économique, ainsi que leur effet indirect via plusieurs variables exogènes. En général, ces études ont montré que cette corruption influe négativement sur la croissance économique via l'investissement et le commerce international. Pellegrini et Gerlaugh (2004) ont montré qu'il n'y a pas une relation statistiquement significative entre la corruption et la croissance économique, si et seulement si tous les facteurs déterminants sont contrôlés.

Martinez-Vazquez J., McNab R. et Everhart S. (2005) ont montré que la corruption, en plus de leur influence directe sur l'évolution du PIB par habitant, elle peut l'affecter indirectement en limitant l'accumulation du capital humain privé et public. Pour cette raison, tout effort de diminuer la corruption, a des effets positifs directs et indirects sur le niveau du PIB par habitant.

Dans le même contexte, les variables institutionnelles affectent doublement les niveaux de revenu. Premièrement, elles influencent directement la productivité, et deuxièmement, elles modifient le taux d'investissement et indirectement le niveau de revenu, à travers l'accumulation du capital (Silvio Bornern, Frank Bodmer et Markus Kobler, 2004).

King et Levine (1994) ont examiné l'accumulation du capital dans un cadre plus général et ont cherché à déterminer si elle représente une force motrice de la croissance comme dans le modèle de Solow ou, au contraire, une conséquence. Dans l'une de ces études, De Long et Summers (1991) ont démontré que la corrélation va sans doute dans le sens de la croissance comme force motrice de l'investissement, et à leur tour, les taux d'investissement influencent les taux de croissance. Cette relation pose quelques questions économétriques difficiles, mais renforce l'importance des facteurs politiques.

Ainsi, en étudiant la situation des performances macroéconomiques des nations dans un climat de grande corruption, Rotberg (2004) montre que cette dernière nuit considérablement à la croissance économique via son

effet sur l'investissement. Les travaux de Mauro (1995) s'intéressent à l'étude de la relation entre la corruption et l'investissement précisément le ratio de l'investissement sur le PIB. Mauro prouve une corrélation négative : un degré de corruption élevé entraîne une diminution de l'investissement. Il déduit donc que la corruption est défavorable à la croissance et au développement économique.

En revanche, Tanzi et Davoodi (1997) ont avancé que la corruption est capable d'augmenter l'investissement public, mais elle réduit en contrepartie la productivité. Ils ont avéré qu'un niveau élevé de la corruption est associé à une baisse des dépenses publiques et de la qualité de l'infrastructure, ce qui aura un impact négatif sur la croissance économique. Cette corruption peut avoir aussi des effets sur la structure des dépenses publiques, autrement dit, les pays les plus corrompus ont moins des dépenses publiques en éducation (Mauro, 1998). Gupta, Davoodi et Alonso-Terme (1998) ont prouvé que les stratégies anti-corruption permettent de diminuer les inégalités économiques et la pauvreté.

Pour d'autres tels que Collier (2000), la corruption permet à des entreprises peu rentables de profiter de subventions gouvernementales, ce qui rend une grande partie des dépenses publiques moins efficaces. En d'autres termes, un niveau élevé de la corruption freine la croissance économique par le biais des dépenses publiques. Cette relation a été établie dans nombreux pays d'Europe et d'Asie.

Une corruption élevée entraîne une diminution de la part des dépenses publiques en éducation et en santé et une augmentation des dépenses militaires et gouvernementales (Gupta, Mello et Sharan, 2000). Tanzi et Davoodi (1997) ont montré aussi que le niveau élevé de la corruption affaiblit la recette fiscale. Chong et Calderon (1997) ont dévoilé qu'une population plus cultivée aura la possibilité de produire une bureaucratie plus instruite et moins corrompue et par suite des institutions efficientes.

Ce concept de la corruption constitue alors un frein à la croissance économique à travers son impact négatif via l'accumulation du capital humain (Tavares et Wacziarg, 2001 et Seka, 2005). Néanmoins, un autre courant de pensée a tourné la relation entre la corruption et la croissance économique, en montrant qu'un climat propice à la corruption génère des

incitations au travail et engendre une plus grande productivité. Ainsi, Ono et Shibata (2001) ont remarqué que les dépenses tirées par le pouvoir public malgré la mauvaise gouvernance, déterminent une augmentation soutenue du PIB et une accumulation progressive du capital.

A cet égard, nous tentons dans le travail qui suit d'effectuer une analyse descriptive afin de spécifier la nature de la relation entre la corruption et les performances macroéconomiques des pays en développement, en particulier la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA). L'intérêt de la prise en compte de cet échantillon est de montrer que quoiqu'il renferme des pays qui sont riches en ressources naturelles et ayant atteint un niveau de revenu important, ces pays n'arrivent pas atteindre le niveau de la croissance économique des pays développés. Ceci peut être expliqué par les défaillances institutionnelles qui caractérisent cette région. En ce cas, notre étude adopte une approche descriptive visant à mettre en évidence des régularités empiriques et des associations entre la corruption, la croissance économique et ses principaux canaux de transmission, sans prétendre établir une relation causale stricte.

II. Un aperçu de la situation socio-économique de la région MENA : une analyse descriptive

La région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) se distingue par de profondes divergences économiques, regroupant à la fois des pays exportateurs de pétrole à hauts revenus, principalement situés dans le Golfe, et des pays relativement pauvres en ressources naturelles, tels que l'Égypte, le Yémen ou le Maroc. Deux facteurs majeurs ont historiquement accompli la trajectoire économique de la région : en premier lieu, la dépendance aux hydrocarbures et à l'instabilité des prix du pétrole, et en second lieu, le rôle prédominant de l'État dans l'activité économique, hérité en grande partie des structures institutionnelles issues de la période coloniale.

La région MENA comprend un ensemble de pays à revenus faibles et intermédiaires, notamment l'Algérie, l'Égypte, l'Iran, l'Irak, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Tunisie et le Yémen, aux côtés de pays à revenus élevés, tels que les États du Conseil de coopération du Golfe. Malgré des niveaux de revenus par habitant, des tailles économiques et des structures productives très

hétérogènes, ces économies partagent plusieurs contraintes structurelles communes, parmi lesquelles un chômage élevé, en particulier chez les jeunes, une dépendance excessive aux rentes, une faible diversification productive et une gouvernance économique réformable.

À partir de la fin des années 1980 et surtout durant les années 1990, plusieurs pays de la région se sont engagés dans des programmes de réformes économiques et structurelles visant à rétablir les équilibres macroéconomiques et à accélérer une transition progressive d'un modèle dominé par l'État vers un modèle accordant un rôle accru au secteur privé (Banque Mondiale, 2007). Ces réformes ont contribué à une amélioration relative des performances macroéconomiques au début des années 2000. Toutefois, depuis le milieu des années 2000, la dynamique de croissance de la région est restée fragile et inférieure à celle des autres régions émergentes, à cause de chocs répétés, spécialement la crise financière mondiale de 2008, les bouleversements sociopolitiques résultants des révolutions arabes, les fluctuations des prix du pétrole, ainsi que plus récemment la pandémie de COVID-19 et les tensions géopolitiques persistantes (Banque Mondiale, 2022-2023).

En dépit des phases de reprise régulières, en particulier dans les pays exportateurs de pétrole en périodes de hausse des prix des hydrocarbures, la croissance économique de la région MENA reste insuffisante pour absorber la forte croissance démographique et réduire durablement le chômage et les inégalités sociales (FMI, 2023). En la comparant aux autres régions du monde, la région MENA continue à afficher des performances économiques relativement modestes. Ceci renforce la nécessité d'approfondir les réformes structurelles, d'accélérer la diversification économique et de renforcer le cadre institutionnel afin de soutenir une croissance plus durable.

1. Évolution de la croissance économique

Les inégalités en termes de revenu et de niveau de vie, persistent entre pays développés et pays en développement, malgré l'enregistrement des progrès dans certaines régions du monde. En effet, lorsque plusieurs économies ont connu, au cours des dernières décennies, des phases de croissance relativement soutenue suivies d'une amélioration partielle des conditions de vie, la pauvreté semble une réalité pour une large proportion de la population mondiale. Cela s'explique par l'existence persistant d'une crise des inégalités, marquée par une

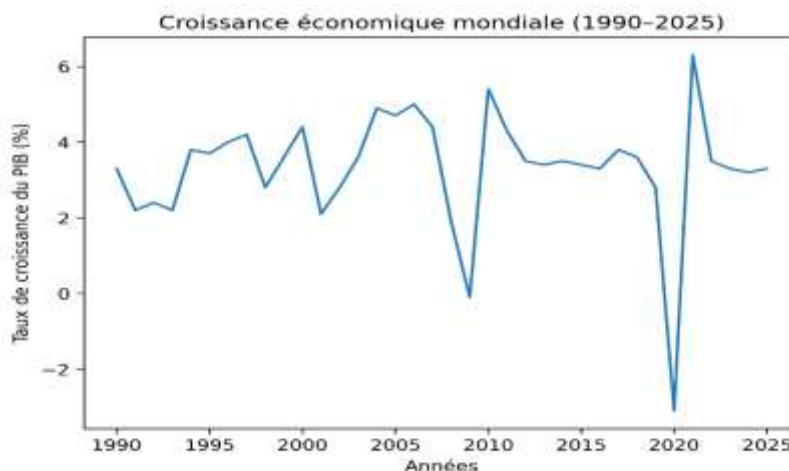
distribution inégale des fruits de la croissance économique, tant au niveau international qu’au sein des pays.

1.1. Écarts mondiaux en termes de croissance économique

La persistance de la crise des inégalités, cause dans certains cas, l’aggravation des écarts économiques et sociales à l’échelle mondiale (Rapport sur la situation sociale dans le monde des Nations Unies, 2005). Ces derniers se manifestent surtout par une divergence marquée entre économies structurées et non structurées, ainsi que par un écart croissant entre travailleurs qualifiés et non qualifiés. Ces inégalités se perçoivent précisément dans l’accès différencié aux services essentiels, tels que la santé et l’éducation, ainsi qu’aux opportunités de participation économique, sociale et politique.

En conséquence, les performances de croissance économique changent selon les régions du monde, indiquant des différences structurelles au niveau de capital humain, de spécialisation productive, de gouvernance et de qualité des institutions. Ces écarts régionaux forment un cadre analytique approprié pour mettre la région du Moyen-Orient et de l’Afrique du Nord (MENA), sur le chemin de croissance qui semble intermédiaire mais caractérisé par une forte instabilité. L’étude comparative de la croissance économique constitue un outil pour mieux comprendre les facteurs expliquant les inégalités de développement et examiner le rôle des variables institutionnelles, surtout la corruption, dans la dynamique économique des régions du monde.

Fig. 1- Croissance économique mondiale 1990-2025

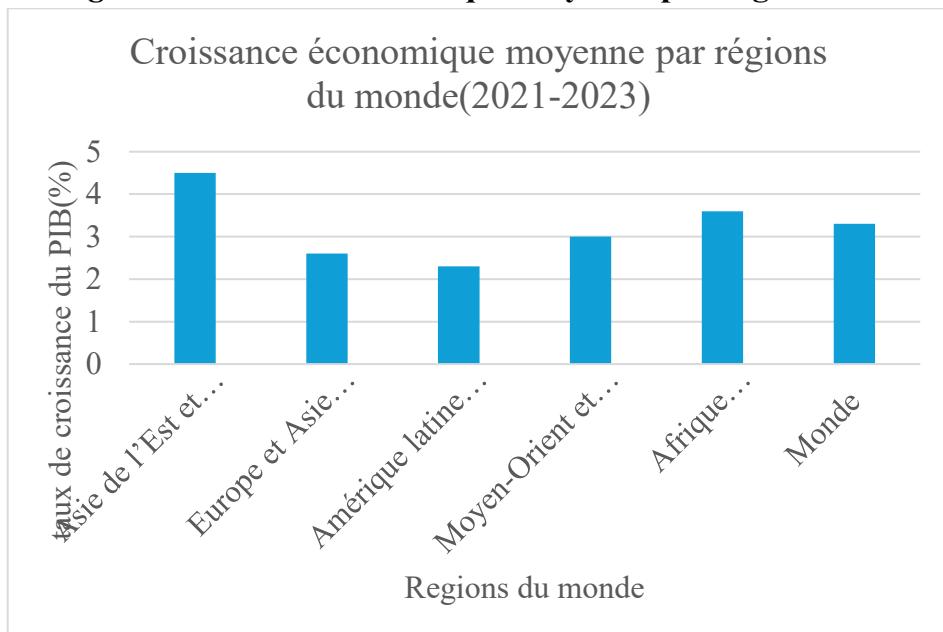


Source : Présentation propre à l'auteur à partir des données du World

Development Indicators, WDI (1990–2023) ; FMI et OCDE (Perspectives économiques mondiales, prévisions 2024–2025)

La figure met en évidence une dynamique cyclique de la croissance économique mondiale, marquée par des ralentissements lors des crises majeures de 2008–2009 et de 2020, suivis de phases de reprise progressive, avec une stabilisation autour de 3% sur la période récente selon les projections du FMI et de l'OCDE.

Fig. 2- Croissance économique moyenne par région du monde



Source : Présentation propre à l'auteur à partir des données de la Banque mondiale (World Development Indicators) et FMI (World Economic Outlook), 2021-2023.

Le graphique montre bien les disparités marquées de croissance entre les régions du monde. L'Asie de l'Est et du Pacifique apparaît comme la région la plus dynamique, tandis que l'Amérique latine et l'Europe affichent des performances plus faibles. Une position intermédiaire avec une croissance moyenne proche de la moyenne mondiale, est accordée à la région MENA. Mais, sur toute la période récente, leur croissance reste modeste en la comparant à celle de l'Afrique subsaharienne.

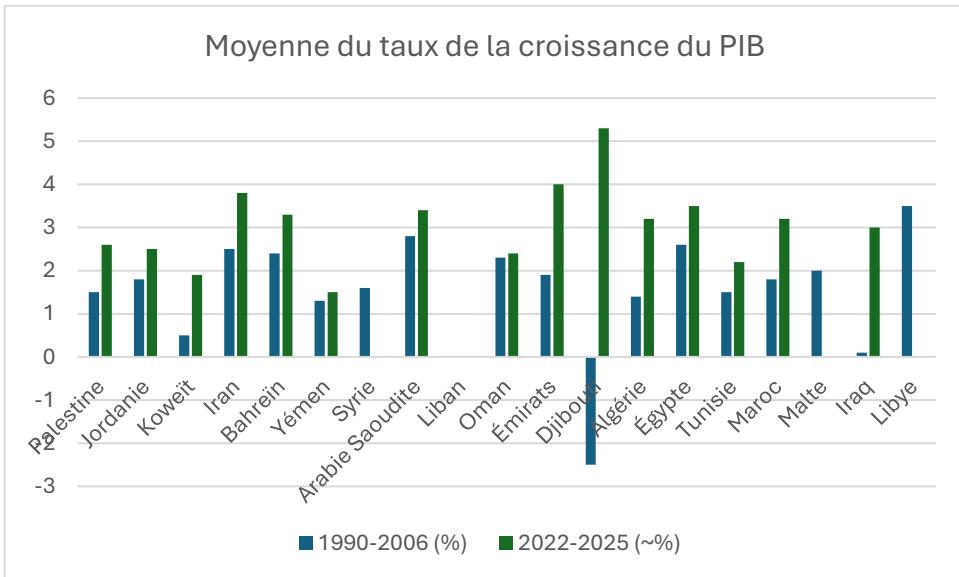
Cependant, la croissance économique seule, ne reflète pas la manière de la distribution de la richesse. Entre les pays de la région MENA même,

persistant des inégalités importantes de revenus et de niveaux de vie, notamment entre ceux pétroliers et non pétroliers. A ce niveau, l'analyse des inégalités de répartition des richesses constitue ainsi une étape essentielle pour comprendre les limites du processus de développement régional et introduire l'étude du rôle des facteurs institutionnels, en particulier la corruption.

1.2- Inégalités dans la répartition de la richesse entre les pays MENA

Selon Olivier Dabène (1998), les politiques de redistribution des revenus ainsi que celles de l'éducation, la santé ou le logement doivent être mises en œuvre en faveur des populations les plus marginalisées afin d'en maximiser les bénéfices.

Fig.3- Disparités internes dans la répartition de la richesse des pays de la région MENA



Source : Présentation propre à l'auteur à partir des données du World Development Indicators, (2006/2025).

La figure présente une comparaison de la moyenne du taux de croissance du PIB entre la période 1990-2006 et la période 2022-2025 pour un ensemble de pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA). Les résultats indiquent une accélération de la croissance économique au cours de la période récente pour la plupart des pays.

La théorie néoclassique de la croissance (Solow, 1956) stipule que la croissance de long terme dépend principalement de l'accumulation du capital, de la croissance démographique et du progrès technologique exogène. Alors, l'amélioration observée entre les deux périodes peut ainsi être interprétée comme le résultat d'un renforcement de l'investissement, notamment public, et d'une meilleure intégration économique, en particulier dans les pays exportateurs de ressources naturelles.

De même, les approches de la croissance endogène (Romer, 1986 ; Lucas, 1988) permettent d'approfondir cette analyse en s'appuyant sur le rôle central du capital humain, de l'innovation et des politiques publiques. À cet égard, l'augmentation des taux de croissance observée dans plusieurs pays de la région MENA, spécialement les pays du Golfe, peut être confiée aux investissements croissants dans l'éducation, les infrastructures et la diversification sectorielle, favorisant ainsi une croissance soutenable.

Par ailleurs, les disparités persistantes entre les pays confirment l'hypothèse de divergence conditionnelle mise en évidence par Barro et Sala-i-Martin (1995), selon laquelle les économies ne convergent que si elles partagent les mêmes caractéristiques structurelles. Les pays se caractérisant par une instabilité politique ou institutionnelle, tels que le Liban et l'Irak, continuent d'enregistrer des performances de croissance relativement faibles, ce qui illustre l'importance de la qualité des institutions dans le processus de développement (North, 1990 ; Acemoglu, Johnson & Robinson, 2001).

En outre, les résultats illustrés par la figure s'inscrivent dans le cadre des analyses empiriques de la Banque mondiale et du FMI, qui mettent en évidence une reprise économique post-pandémie dans la région MENA, tout en appuyant la vulnérabilité de cette dynamique face aux chocs externes et aux contraintes structurelles (FMI, 2024 ; Banque mondiale, 2024).

Si la croissance économique constitue un indicateur central des performances macroéconomiques, son évolution ne peut être analysée d'une façon indépendante de l'environnement institutionnel. En effet, la littérature économique souligne que la corruption affecte directement l'efficacité des politiques publiques et la capacité des économies à transformer la croissance en développement durable (North, 1990 ; Mauro, 1995). Dès lors, l'analyse de la corruption apparaît indispensable pour comprendre les performances

macroéconomiques observées dans la région MENA.

2- Évolution de la corruption

L'évolution de la corruption dans le monde a causé des nombreuses interrogations. En général, ce phénomène s'est dégradé et atteint des seuils très élevés dans les pays en développement. A ce propos, « Transparency International » a retracé un tableau d'évaluation d'Indice de Perception de la Corruption (IPC) à partir de 1995. Cet indice évalue le niveau de la corruption touchant les administrations publiques et la classe politique de chaque pays. Cette organisation a choisi cet indice à cause de sa capacité à englober tous les aspects de la corruption.

Ainsi, l'IPC 2008 renferme quatre-vingts pays, soit un nombre des pays semblables à celui couvert en 2007, pour lesquels Transparency International classe des indices récents et fiables. Il arrange les pays selon une échelle allant de 0 (haut degré de corruption perçu) à 10 (faible degré de corruption perçue) qui est une échelle plus courte et moins précise. Pour cette raison, l'échelle de l'IPC moderne (2023, 2024) complit entre 0 et 100, ce qui permet une mesure plus sûre des perceptions de corruption.

TAB 1: Indice de Perception de la Corruption (IPC) des pays de la région MENA

Pays	IPC 2005	IPC 2006	IPC 2007	IPC 2008	IPC 2023 (0-100)	IPC 2024 (0-100)
Algérie	2,8	3,1	3,0	3,2	36	34
Égypte	3,4	3,3	2,9	2,8	35	30
Tunisie	4,9	4,6	4,2	4,4	40	39
Maroc	3,2	3,2	3,5	3,5	38	37
Liban	3,1	3,6	3,0	3,0	24	22
Jordanie	5,4	5,3	4,7	5,1	46	49
Arabie Saoudite	5,4	3,3	3,4	3,5	52	59
Yémen	2,6	2,6	2,5	2,3	16	13
Iran	2,9	2,7	2,5	2,3	24	23
Irak	2,2	1,9	1,5	1,3	23	26
Syrie	3,4	2,9	2,4	2,1	13	12
Libye	2,5	2,7	2,5	2,6	18	13

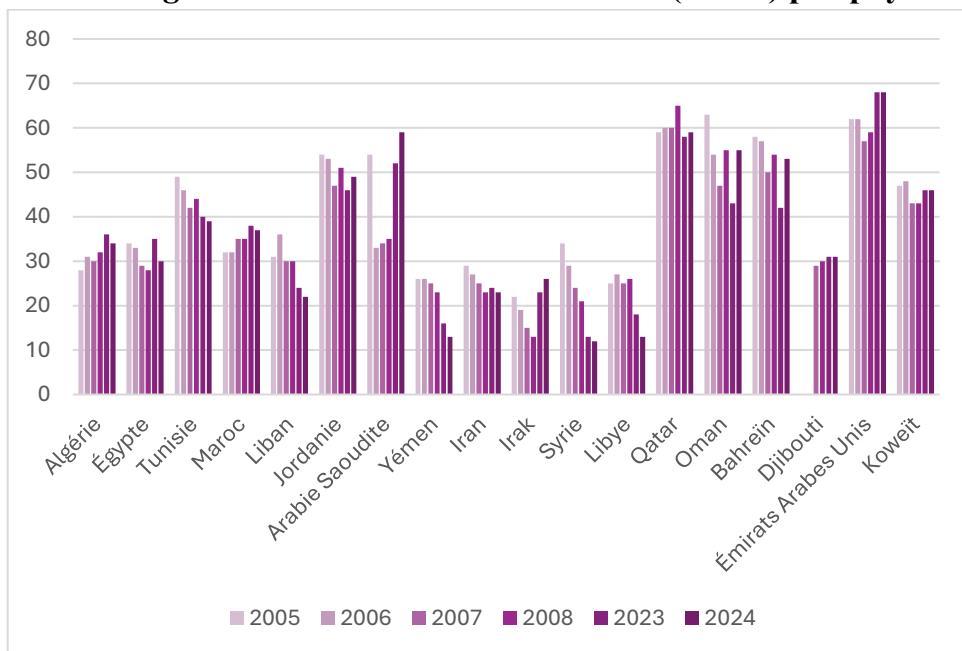
Corruption et performances macroéconomiques des pays de la région MENA:
Analyse descriptive

Pays	IPC 2005	IPC 2006	IPC 2007	IPC 2008	IPC 2023 (0-100)	IPC 2024 (0-100)
Qatar	5,9	6,0	6,0	6,5	58	59
Oman	6,3	5,4	4,7	5,5	43	55
Bahreïn	5,8	5,7	5,0	5,4	42	53
Djibouti	—	—	2,9	3,0	31	31
Émirats Arabes Unis	6,2	6,2	5,7	5,9	68	68
Koweït	4,7	4,8	4,3	4,3	46	46

Source : Rapports Transparency International, 2008, 2023 et 2024.

Ce tableau présente l'évolution de l'Indice de Perception de la Corruption (IPC) pour les pays de la région MENA entre 2005 et 2024. Les valeurs ont été normalisées sur une échelle 0–100 pour permettre la comparaison.

Fig.4- Évolution de l'IPC normalisé (0–100) par pays



Source : Présentation propre à l'auteur à partir des données des Rapports Transparency International, 2008, 2023 et 2024

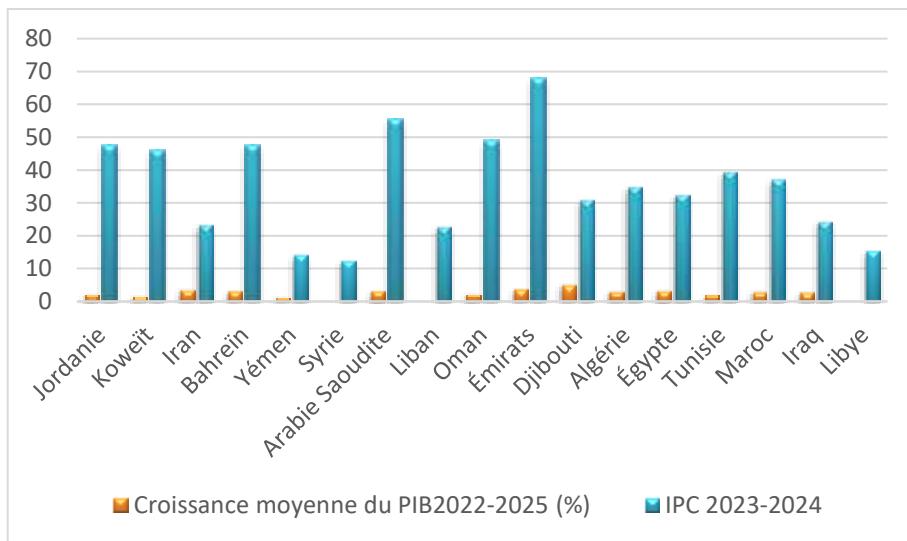
Ce graphique présente l'évolution de l'Indice de Perception de la Corruption (IPC) normalisé sur (0-100) pour les pays de la région MENA entre 2005 et 2024. Les données montrent des tendances différentes selon les pays et les sous-régions. En effet, les pays du Golfe, tels que les Émirats Arabes Unis, le Qatar, l'Arabie Saoudite et le Koweït, affichent des scores relativement élevés et stables, indiquant une perception faible de la corruption. Cette amélioration reflète la consolidation des mécanismes institutionnels et des politiques de transparence dans ces pays, conformément aux observations de Transparency International (2023). Les pays du Maghreb, surtout la Tunisie, le Maroc et l'Algérie, présentent des IPC intermédiaires (30-40) avec une évolution relativement stable au cours du temps. Ceci est expliqué par Heywood (2015) par la raison que ces pays ont commencé des réformes institutionnelles pour réduire la corruption, mais restent confrontés à des obstacles liés à l'administration publique et à la gouvernance économique. Par contre, les pays en situation de crise ou de conflits, comme le Yémen, la Syrie et l'Irak, montrent des IPC très bas, souvent en diminution. Conformément à La littérature indiquant que l'instabilité politique et les conflits renforcent la corruption et limitent l'efficacité des réformes (Kaufmann et al., 2010 ; Rose-Ackerman, 2016).

En fait, ces variations différentes entre les pays et les sous régions mettent en évidence le rôle déterminant des institutions, de la stabilité politique et des politiques anti-corruption sur la perception de la corruption dans la région MENA. L'analyse de la corruption ne pourrait être complète sans examiner ses effets sur la performance économique globale. Le graphique suivant explore ainsi la relation entre l'Indice de Perception de la Corruption et la croissance économique dans les pays de la région MENA.

2.1- Impact direct de la corruption sur la croissance économique

Le graphique suivant met en évidence la relation entre l'Indice de Perception de la Corruption et la croissance économique, afin d'évaluer si les pays caractérisés par une faible perception de la corruption enregistrent également de meilleures performances économiques.

Fig.5- Relation croissance économique-corruption des pays de la région MENA



Source : Présentation propre à l'auteur à partir des données des Rapports Transparency International (2023-2024) et World Development Indicators, (2022-2025)

Le graphique met en relation la croissance économique moyenne du PIB sur la période 2022–2025 et le niveau de corruption mesuré par l'Indice de Perception de la Corruption (IPC 2023–2024) pour un échantillon de pays de la région MENA. Cette double lecture met en évidence une divergence marquée des performances économiques et institutionnelles, confirmant l'existence de fortes disparités structurelles au sein de la région. D'une part, les pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG), tels que les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite, le Koweït et Bahreïn, se distinguent par des scores IPC partiellement élevés, traduisant une perception plus faible de la corruption, associés à des taux de croissance relativement stables. Cette disposition est similaire avec la littérature qui souligne que des institutions plus efficaces et une meilleure qualité de la gouvernance favorisent un environnement économique plus prévisible, propice à l'investissement et à la croissance (North, 1990 ; Kaufmann, Kraay & Mastruzzi, 2010). Toutefois, dans ces économies, la croissance demeure largement dépendante des rentes pétrolières, ce qui limite son caractère inclusif et durable (Auty, 2001). De l'autre part, plusieurs pays

rapprochés à des crises politiques, sécuritaires ou économiques persistantes, tels que le Yémen, la Syrie, la Libye et l'Irak, affichent des scores IPC faibles, indiquant une corruption perçue comme élevée, se sont caractérisés par des performances de croissance faibles ou instables. Cette situation confirme les résultats de nombreux travaux empiriques montrant que la corruption agit comme un obstacle majeur à la croissance économique en réduisant l'efficacité des dépenses publiques, en décourageant l'investissement privé et étranger et en accentuant l'incertitude économique (Mauro, 1995 ; Mo, 2001).

Par ailleurs, des pays comme le Maroc, la Tunisie, l'Égypte et l'Algérie occupent une position intermédiaire, avec des niveaux de corruption modérés et des taux de croissance relativement faibles. Cette configuration illustre l'hypothèse selon laquelle la corruption exerce non seulement un effet direct négatif sur la croissance, mais également des effets indirects, notamment à travers la dégradation du capital humain, la mauvaise allocation des ressources et l'inefficacité des politiques publiques (Méon & Sekkat, 2005 ; Gupta, Davoodi & Alonso-Terme, 2002).

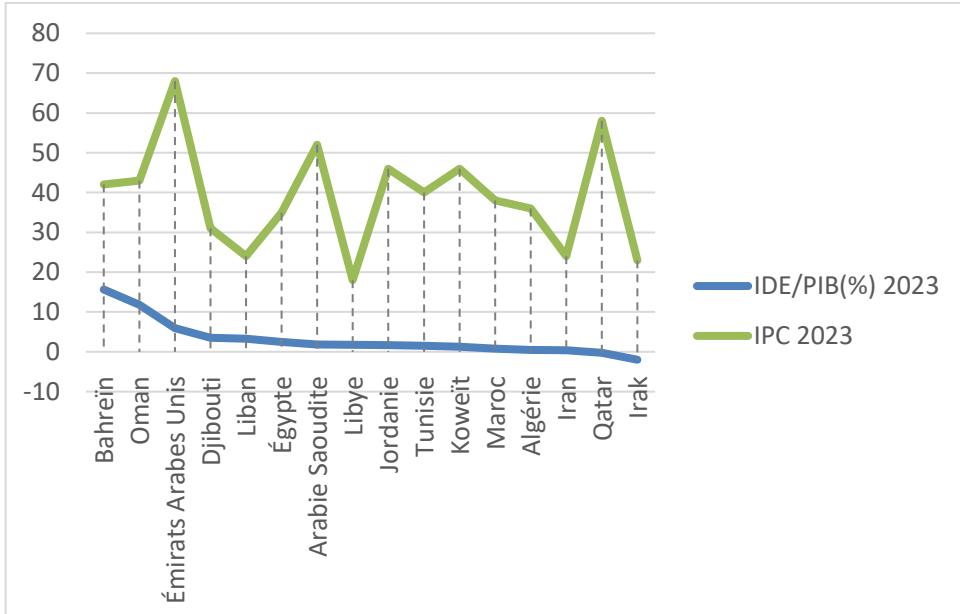
Dans l'ensemble, le graphique suggère l'existence d'une relation globalement négative entre la corruption et la croissance économique, bien que cette relation ne soit ni linéaire ni uniforme selon les pays. Ces résultats atteignent celles de la littérature institutionnaliste, qui considère la qualité des institutions, et en particulier la maîtrise de la corruption, comme un déterminant central des voies de croissance et des écarts de développement observés entre les pays de la région MENA (Acemoglu, Johnson & Robinson, 2001).

En plus de son impact sur la croissance économique, la corruption influence en conséquence les investissements directs étrangers (IDE) constituant un levier essentiel de financement, de transfert de technologies et de diversification productive. Un niveau élevé de corruption accroît l'incertitude institutionnelle et les coûts de transaction, réduisant ainsi l'attractivité des économies pour les investisseurs étrangers. Dans la région MENA, caractérisée par une forte divergence institutionnelle et structurelle, l'analyse de l'impact de la corruption sur les IDE permet de mieux retracer les limites de la croissance et les inégalités durables de développement entre les pays.

2.2- *Impact de la corruption sur les IDE*

Il est possible de déterminer cette relation à travers un graphique de corrélation entre IPC et IDE pour la région MENA.

Fig.6- Corrélation entre corruption et IDE



Source : Présentation propre à l'auteur à partir des données du Transparency International, (2023) et World Development Indicators, (2023).

D'après ce graphique, on remarque que les pays ayant un IPC élevé (faible perception de la corruption), tels que les Émirats Arabes Unis, Oman et Bahreïn, se situent généralement dans la partie supérieure gauche du graphique, avec des ratios IDE/PIB relativement élevés. Au contraire, les pays caractérisés par un IPC faible, comme l'Irak et l'Iran, figurent dans la partie inférieure droite, indiquant une faible attractivité des IDE. Ces résultats sont similaires avec la littérature économique, qui montre que la corruption agit comme une charge implicite sur l'investissement, réduisant ainsi la rentabilité attendue et augmentant l'incertitude pour les investisseurs étrangers (Wei, 2000 ; Habib & Zurawicki, 2002) et par la suite, elle génère un effet défavorable sur la croissance économique de ces pays.

En revanche, selon cette allure, le graphique montre une dispersion non négligeable. En fait, certains pays du Golfe présentent des IDE élevés contre un

IPC intermédiaire, ce qui peut être expliquer par l'abondance des ressources naturelles, la taille du marché ou des politiques incitatives spécifiques à l'investissement étranger. D'autres pays possédant un IPC relativement acceptable peuvent attirer peu d'IDE, à cause de facteurs structurels tels que l'instabilité politique, la faiblesse du marché intérieur ou des contraintes réglementaires. Alors, cette dispersion indique que la corruption n'est pas le seul déterminant des IDE, mais elle représente un facteur explicatif essentiel parmi d'autres variables macroéconomiques et institutionnelles.

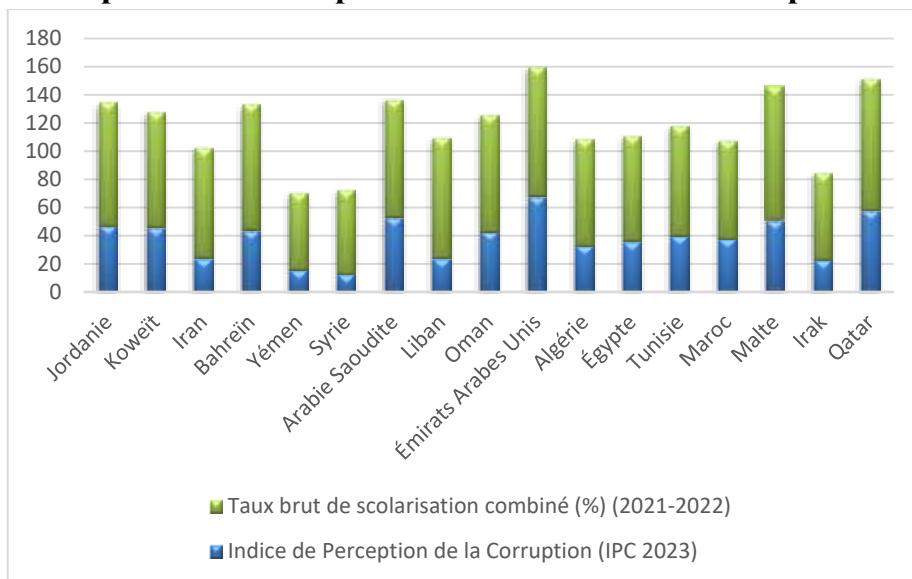
En plus de son effet sur les flux d'IDE, la corruption peut également affecter l'accumulation du capital humain, élément fondamental de la croissance économique à long terme. La partie suivante analyse ainsi la relation entre la corruption et le capital humain.

2.3- Impact de la corruption sur le capital humain

Si les théories récentes de la croissance endogène considèrent l'éducation comme un facteur principal de la croissance économique, les nouvelles théories institutionnalistes insistent sur le rôle de la qualité des institutions dans l'amélioration de la qualité de ce facteur dans la plupart des pays du monde. En effet, la littérature économique prouve que la corruption peut affecter le capital humain à travers plusieurs mécanismes. D'une part, elle réduit l'efficacité des dépenses publiques octroyées à l'éducation et à la santé en favorisant le détournement des ressources et la mauvaise allocation budgétaire. D'autre part, la corruption affaiblit les encouragements à l'investissement individuel en capital humain, en limitant l'égalité d'accès à l'éducation et en dégradant la qualité des services publics (Mauro, 1998 ; Gupta, Davoodi & Tiongson, 2000).

Ainsi, après avoir mis en évidence le rôle de la corruption dans la diminution de l'attractivité des IDE, il est important d'étudier son influence sur le capital humain, afin de montrer si toutes choses étant égales par ailleurs, c'est-à-dire les pays ayant une faible perception de la corruption dévoilent un niveau plus élevé d'éducation et de santé, favorisant ainsi un développement économique durable.

Fig. 7- Impact de la corruption sur l'accumulation du capital humain



Source : Présentation propre à l'auteur à partir des données de Transparency International (Indice de Perception de la Corruption, 2023) et de la Banque mondiale (World Development Indicators, taux brut de scolarisation combiné, 2021–2022).

Le graphique met en relation le niveau de corruption, mesuré par l'Indice de Perception de la Corruption (IPC 2023), et le capital humain, mesuré par le taux brut de scolarisation combiné pour la période 2021–2022, pour un groupe de pays de la région MENA. Cette figure permet de constater une relation positive entre la qualité des institutions, notamment la corruption, et le niveau de développement du capital humain, garantissant les leçons de la littérature économique.

A cet égard, les pays montrant des indices IPC élevés, tels que les Émirats arabes unis, le Qatar, Malte et l'Arabie saoudite, présentent également des taux de scolarisation élevés, expliquant une meilleure capacité à investir dans l'éducation et la formation. Ce résultat est conforme aux travaux institutionnalistes qui stipulent que la diminution de la corruption progresse l'efficacité des dépenses publiques, en particulier dans les secteurs sociaux, et favorise l'accumulation du capital humain (Mauro, 1998 ; Gupta, Davoodi & Alonso-Terme, 2002).

Contrairement, les pays affichant des niveaux élevés de corruption, tels que le Yémen, la Syrie, l'Irak et l'Iran, montrent des taux de scolarisation relativement faibles, justifiant les impacts négatifs de la corruption sur l'accès à l'éducation et la qualité des services publics. La littérature prouve que la corruption dévie les ressources publiques, aggrave les écarts d'accès aux services éducatifs et limite l'accumulation du capital humain, surtout dans les économies fragiles ou en situation de conflit (Mo, 2001 ; Méon & Sekkat, 2005).

Dans un autre cas, les pays tels que le Maroc, la Tunisie, l'Algérie et l'Égypte profitant d'une situation intermédiaire, enregistrent des indices de corruption stables et des taux de scolarisation moyens. Cela prouve la présence d'un effet indirect de la corruption sur la croissance économique, via l'affaiblissement du capital humain, qui forme un facteur déterminant de la productivité et du développement à long terme (Lucas, 1988 ; Barro, 1991).

Dans l'ensemble, le graphique inspire que la corruption procède comme un obstacle structurel à l'accumulation du capital humain dans la région MENA, entraînant en conséquence les inégalités de développement entre les pays. Ces résultats confirment l'intégration du capital humain comme variable de transmission fondamentale dans l'analyse des effets indirects de la corruption sur la croissance économique.

2.4- Synthèse des effets indirects de la corruption

L'analyse descriptive montre que l'impact de la corruption sur la performance économique ne se limite pas à ses effets directs, mais se transmet également via plusieurs canaux indirects essentiels, spécialement les investissements directs étrangers (IDE) et le capital humain. Ces canaux permettent d'expliquer la faiblesse et l'instabilité, ainsi que le caractère peu inclusif de la croissance économique dans certains pays de la région MENA (Mauro, 1995; Tanzi & Davoodi, 1997).

Premièrement, la corruption exerce une relation négative sur les flux d'IDE en augmentant les coûts de transaction, en renforçant l'incertitude institutionnelle et en diminuant la protection des droits de propriété (Wei, 2000; Habib & Zurawicki, 2002). Les pays dont les niveaux de corruption sont élevés, attirent moins d'IDE qui se concentrent surtout dans des secteurs à faible valeur ajoutée, tels que les industries extractives, ce qui limite ainsi les effets d'entraînement sur la productivité, l'innovation et la diversification économique

(Campos et al., 2010). Ces impacts indirects dévoilent le rôle prépondérant des institutions dans la conduite bénéfique des investissements étrangers vers des secteurs créatifs de croissance soutenable.

Deuxièmement, la corruption influence négativement le capital humain tout en diminuant l'efficacité des dépenses publiques en éducation et santé et en appuyant les écarts d'accès aux services sociaux (Gupta et al., 2002; Svensson, 2005). Ainsi, la comparaison souligne que les pays de la région MENA caractérisés par une meilleure gouvernance et une faible corruption présentent des niveaux élevés de scolarisation et d'investissement en formation professionnelle, alors que les autres pays, dont l'indice de corruption est élevé, sont marqués par des carences significatifs dans l'accumulation du capital humain. Cette situation compromet la formation d'une main-d'œuvre qualifiée et freine l'amélioration de la productivité globale des facteurs (Dollar & Kraay, 2003).

D'après cette analyse, l'impact de la corruption via ces deux canaux, prouve que cette dernière représente un facteur structurel de destruction des moteurs fondamentaux de la croissance économique. En fait, malgré l'accroissement du PIB grâce aux rentes naturelles, les pratiques persistants de la corruption inhibent la capacité des économies à transformer cette croissance en développement durable et inclusif (World Bank, 2022). Cette conclusion consolide l'idée exposant que la corruption n'est seulement pas un problème de gouvernance, mais aussi un obstacle primordial à la mobilisation des investissements et à l'accumulation du capital humain, ce qui favorise ainsi les divergences économiques internes dans la région MENA.

2.5. Disparités et hétérogénéité dans la région MENA

L'effet de la corruption sur la croissance économique quel que soit direct ou indirect via les canaux de transmission tels que les IDE et le capital humain n'est pas identique pour tous les pays de la région MENA. En effet, la littérature et les épreuves empiriques prouvent une forte divergence entre pays en relation avec les facteurs institutionnels, structurels et socio-économiques (Campos et al., 2010; World Bank, 2022).

D'une part, la qualité des institutions dispose d'un rôle primordial. Les pays possédant des institutions solides, une gouvernance transparente et un système judiciaire indépendant sont capables de dépasser les effets pervers de

la corruption sur les IDE et le capital humain. A cet égard, les études traitant le cas de la Tunisie et le Maroc, qui retiennent des cadres réglementaires relativement stables, montrent qu'ils attirent plus d'investissements et gardent un niveau de scolarisation plus élevé en dépit de la persistance de certaines pratiques corruptives (Mauro, 1995; Habib & Zurawicki, 2002). Au contraire, les pays où la corruption est prépondérante et les institutions sont fragiles, tels que l'Irak ou la Libye, enregistrent des défaillances au niveau des investissements productifs et de formation du capital humain.

D'autre part, les inégalités sont reliées à la structure économique des pays et à la dépendance aux ressources naturelles. Les pays fortement dépendants des rentes pétrolières centralisent leurs IDE dans le secteur extractif ce qui cause des écarts abondants dans l'accès aux services publics, aggravant ainsi les inégalités et la fragilité du capital humain (Gupta et al., 2002; Svensson, 2005). Au contraire, les pays indépendant et diversifiés économiquement, même si la corruption est endémique, profitent des effets d'attraction des IDE et d'une accumulation plus soutenable du capital humain,

En synthèse, face au problème de la corruption, la région MENA présente des divergences remarquables au sein de leurs pays. Pour clarifier cette hétérogénéité, il est indispensable d'analyser les canaux de transmission indirects de la corruption pour formuler des appuis politiques ajustées à chaque situation nationale. Ce travail prépare pour des études comparatives plus précises capables de reconnaître quelles réformes institutionnelles et politiques publiques maximiseront l'effet des IDE et du capital humain sur la croissance économique des pays.

3. Discussion des résultats

Les conclusions tirées de ce travail visent à mettre en lumière les différents canaux à travers lesquelles la corruption affecte la croissance économique dans la région MENA. L'analyse illustre des effets directs, déjà largement annoncés, et des effets indirects significatifs via les investissements directs étrangers (IDE) et le capital humain. L'intérêt de cette discussion est d'interpréter ces résultats en liaison avec la littérature académique afin de tirer des recommandations pour la politique économique.

3.1. Corruption et investissement étranger

Notre analyse, conformément aux travaux de Wei (2000) et Habib & Zurawicki (2002), garantissent que la corruption restreint l'attractivité des IDE. En fait, les pays de la région détenant des indices élevés de corruption, tels que l'Irak ou la Libye, attirent des investissements à faible valeur ajoutée concentrés dans les secteurs extractifs. Ceci limite les effets de diffusion technologique et d'innovation associés aux IDE, expliquant ainsi la stagnation partielle de la productivité dans certains pays.

En revanche, des pays comme la Tunisie et le Maroc, attirent des flux d'investissements étrangers plus diversifiés grâce à des institutions plus stables et transparentes malgré la présence de certaines pratiques corruptives, ce qui est confirmé par les conclusions de Campos et al. (2010) et Mauro (1995).

3.2. Corruption et capital humain

Nos résultats confirment la présence d'une relation significative entre la corruption et le capital humain. Les pays où la corruption est accentuée présentent des défaillances remarquables en termes de scolarisation, d'accès aux soins et d'efficacité des dépenses publiques, conformément aux observations de Gupta et al. (2002) et Svensson (2005). Ces déficits ont pour conséquence une main-d'œuvre non qualifiée et une productivité globale des facteurs limitée ce qui freine la croissance économique à long terme.

En fait, la manière dont la corruption influence le capital humain démontre une grande hétérogénéité entre pays. Les pays possédant des systèmes éducatifs et sanitaires relativement puissants peuvent dépasser les pertes dues à la corruption, grâce à des politiques publiques censées réduire les effets indirects négatifs.

3.3. Disparités régionales et implications

L'analyse des divergences entre les pays de la région MENA garantit que la corruption n'affecte pas tous les pays d'une manière identique. Certains pays arrivent à atteindre un niveau d'investissement et de capital humain plus élevé malgré la persistance de la corruption, et c'est grâce aux différences institutionnelles, structurelles et géopolitiques, alors que la situation des autres pays est caractérisée par un cercle vicieux de faible investissement et faible accumulation de capital humain (World Bank, 2022; Dollar & Kraay, 2003). Cette hétérogénéité dans la région MENA, nécessite le recours à la formulation

de politiques économiques. Elle suggère que l'adoption des stratégies de lutte contre la corruption, adaptées au contexte national, combine des réformes institutionnelles, des mesures incitatives pour attirer des IDE de qualité et des programmes ciblés pour soutenir le capital humain.

3.4. Similitude avec la littérature

Les conclusions tirées de cette étude témoignent et enrichissent la littérature existante. La corruption a des effets néfastes sur la croissance via plusieurs canaux, conformément à ce qui est souligné par Mauro (1995) et Tanzi & Davoodi (1997). Néanmoins, nos analyses montrent que l'ampleur et la nature de ces effets changent fortement selon la qualité des institutions et la structure économique des pays. Ces différences renforcent le recours à des approches spécifiées, plutôt que des stratégies homogènes pour toute de la région.

4. Conclusion et implications

Cette analyse a étudié l'influence de la corruption sur la croissance économique dans la région MENA, en se focalisant sur leurs effets indirects via les investissements directs étrangers (IDE) et le capital humain, ainsi que sur les inégalités et la divergence entre pays. Notre étude descriptive, basée sur une large revue de la littérature théorique, permet de fournir aux décideurs politiques et aux acteurs économiques, de nombreux conclusions et implications primordiales.

En premier lieu, dans les pays où les institutions sont fragiles et la gouvernance est mauvaise, la corruption règne et agit comme un frein structurel à la croissance économique. Elle restreint l'attractivité des IDE, réduit la diversification économique et ralentit l'accumulation de capital humain dans la région MENA.

En second lieu, l'impact de la corruption sur la croissance économique des pays n'est pas homogène. Les pays jouissant d'une meilleure qualité des institutions et d'une diversification des structures économiques sont capables de dépasser, en général, les effets néfastes de la corruption sur les IDE et le capital humain. Au contraire, dans les économies attachées aux secteurs d'extraction des rentes naturelles, la corruption s'accentue engendrant un cercle vicieux de faible attraction des IDE et de faible développement du capital humain.

En troisième lieu, l'analyse affirme que les canaux de transmission, à savoir les IDE et le capital humain, présentent un frein à la soutenabilité de la croissance économique régionale. A ce niveau, la corruption reflétant un problème majeur de mauvaise gouvernance, empêche ou affaiblit la transformation d'une croissance positive en développement durable.

4.1. Implications politiques et économiques

Les aboutissements de notre analyse proposent certaines pistes d'action pour les décideurs :

- **Renforcement institutionnel et transparence** : pour une meilleure attractivité des IDE et une efficacité des dépenses publiques, il faut mettre en place des stratégies de lutte contre la corruption en assurant des cadres de réglementation solides et d'un système judiciaire autonome.
- **Politiques visées pour le capital humain** : pour limiter les déficits de productivité et les écarts d'inégalités sociales, les Etats à forte corruption, doivent veiller à assurer et à améliorer les investissements dans l'éducation et la santé.
- **Accès différenciés selon la situation nationale** : en tenant compte la divergence dans les pays de la région MENA, les stratégies de lutte contre la corruption et les politiques d'attraction d'IDE, doivent être spécifiques aux caractéristiques institutionnelles et économiques de chaque pays.
- **Octroi de la diversification économique** : limiter l'effet néfaste de la corruption sur les investissements et le capital humain, nécessite la réduction de la dépendance aux secteurs extractifs et le développement des industries à plus forte valeur ajoutée.

4.2. Perspectives de recherche

Cette analyse ouvre en conséquence des voies pour la recherche future. En fait, les études comparatives sur l'efficience des stratégies anti-corruption dans différents pays de la région pourraient livrer des leçons précieuses pour soutenir le développement durable. A ce niveau, il serait utile de procéder à des études quantitatives approfondies pour bien mesurer l'ampleur des effets indirects de la corruption ainsi que leur interaction avec les variables institutionnelles et économiques.

La corruption, définie comme l'usage abusif du pouvoir public à des fins privées (Mauro, 1995), représente un problème au développement économique et social dans de nombreux pays, en particulier dans la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord). Cette dernière influence directement et indirectement la croissance économique en affectant l'allocation des ressources, la productivité des investissements et l'accumulation du capital humain (Tanzi & Davoodi, 1997; Wei, 2000).

Lorsque l'effet direct de la corruption sur la croissance économique a été énormément exploré, ses effets indirects, via les investissements directs étrangers (IDE) et le capital humain, restent moins annoncé dans la situation spécifique de la région MENA. Cette dernière, renfermant des pays qui possèdent des institutions stables et d'autres qui sont strictement dépendantes des rentes naturelles avec des pratiques corruptives endémiques, est caractérisée par une hétérogénéité institutionnelle et économique remarquable.

Dans ce cas, l'objectif de ce travail est double : premièrement, fournir une analyse théorique des outils par lesquels la corruption influence la croissance économique, en différenciant entre effets directs et indirects ; deuxièmement, effectuer une analyse descriptive des inégalités régionales, afin d'identifier les pays et mécanismes les plus fragiles aux impacts négatifs de la corruption. A partir de la revue de la littérature, la synthèse académique et l'analyse descriptive, cet article vise à mieux comprendre les effets structurels de la corruption et à spécifier les politiques publiques exigeantes pour assurer un développement durable et inclusif dans la région MENA.

Conclusion

Cette étude conclut que la corruption représente une entrave primordiale à la croissance économique dans la région MENA, pas seulement par ses effets directs, mais aussi par ses effets indirects sur les investissements directs étrangers et le capital humain. L'analyse descriptive confirme que les pays à forte corruption endémique retiennent moins d'IDE diversifiés et subissent de déficits significatifs au niveau de la formation et de la productivité de la main-d'œuvre.

Toutefois, l'impact de la corruption est hétérogène et variable d'un pays à l'autre : l'aptitude des pays à réduire les effets négatifs de la corruption dépend

de leurs qualités institutionnelles, de la diversification économique et la stabilité politique. Ces résultats appuient l'importance de choisir des politiques spécifiées et ajustées, tenant compte les réformes institutionnelles, les stratégies d'attraction d'IDE de qualité et les investissements efficaces dans le capital humain.

Finalement, cette analyse soutienne un apport original en regroupant analyse théorique et descriptive afin d'explorer les canaux de transmission indirects de la corruption. Les voies de recherche future impliquent des analyses quantitatives plus approfondies pour mesurer l'ampleur des impacts indirects et des études comparatives sur l'efficacité des politiques de lutte contre la corruption dans différents pays de la région MENA. Alors, pour atteindre une croissance économique soutenable et durable et favoriser un développement inclusif dans la région MENA, il est indispensable de comprendre et limiter les effets de la corruption.

Références bibliographiques :

- Acemoglu, D., Johnson, S., & Robinson, J. A. (2001). *The colonial origins of comparative development: An empirical investigation*. American Economic Review, 91(5), 1369–1401.
- Asiedu, E. (2006). *Foreign direct investment in Africa: The role of natural resources, market size, government policy, institutions and political instability*. The World Economy, 29(1), 63–77.
- Auty, R. M. (2001). *Resource abundance and economic development*. Oxford University Press.
- Banque mondiale. (1997). *Helping countries combat corruption: The role of the World Bank*. World Bank Publications. <https://doi.org/10.1596/0-8213-3726-9>.
- Banque mondiale. (2007). *Economic developments and prospects in the Middle East and North Africa*. World Bank.
- Banque mondiale. (2022). *Middle East and North Africa economic update*. World Bank.
- Banque mondiale. (2023). *Middle East and North Africa economic update*. World Bank.
- Banque mondiale. (2024). *MENA economic update*. World Bank.

- Barro, R. J. (1991). *Economic growth in a cross section of countries*. Quarterly Journal of Economics, 106(2), 407–443.
- Barro, R. J., & Sala-i-Martin, X. (1995). *Economic Growth*. McGraw-Hill.
- Campos, N. F., Lien, D., & Pradhan, S. (2010). *Corruption and growth in the Middle East. Economics Letters*, 107(1), 83–85. <https://doi.org/10.1016/j.econlet.2010.01.012>
- Dabène, O. (1998). *L'Amérique latine à l'heure de la mondialisation*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Dollar, D., & Kraay, A. (2003). *Institutions, trade, and growth*. Journal of Monetary Economics, 50(1), 133–162. [https://doi.org/10.1016/S0304-3932\(02\)00206-4](https://doi.org/10.1016/S0304-3932(02)00206-4).
- Fonds monétaire international. (2023). *Regional economic outlook: Middle East and Central Asia*. International Monetary Fund.
- Fonds monétaire international. (2024). *World Economic Outlook*.
- Globerman, S., & Shapiro, D. (2003). *Governance infrastructure and U.S. foreign direct investment*. Journal of International Business Studies, 34(1), 19–39.
- Gupta, S., Davoodi, H., & Alonso-Terme, R. (2002). *Does corruption affect income inequality and poverty?* Economics of Governance, 3(1), 23–45.
- Habib, M., & Zurawicki, L. (2002). *Corruption and foreign direct investment*. Journal of International Business Studies, 33(2), 291–307.
- Heywood, P. (2015). *Routledge handbook of political corruption*. Routledge.
- International Monetary Fund. (2024). *World Economic Outlook*.
- Kaufmann, D., Kraay, A., & Mastruzzi, M. (2010). *The Worldwide Governance Indicators: Methodology and analytical issues*. World Bank Policy Research Working Paper, No. 5430.
- Lucas, R. E. (1988). *On the mechanics of economic development*. Journal of Monetary Economics, 22(1), 3-42.
- Mauro, P. (1995). Corruption and growth. *The Quarterly Journal of Economics*, 110(3), 681–712. <https://doi.org/10.2307/2946696>
- Mauro, P. (1998). *Corruption and the composition of government expenditure*. Journal of Public Economics, 69(2), 263–279.
- Méon, P.-G., & Sekkat, K. (2005). *Does corruption grease or sand the wheels of growth?* Public Choice, 122(1–2), 69–97.

- Mo, P. H. (2001). *Corruption and economic growth*. *Journal of Comparative Economics*, 29(1), 66–79.
- Nations Unies. (2004). *Convention des Nations Unies contre la corruption*. Nations Unies, Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), New York.
- North, D. C. (1990). *Institutions, institutional change and economic performance*. Cambridge University Press.
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). (2018). *Foreign bribery report: An analysis of the crime of bribery of foreign public officials*. OECD Publishing. <https://doi.org/10.1787/9789264300521>.
- Organisation for Economic Co-operation and Development. (2024). *OECD Economic Outlook*.
- Romer, P. M. (1986). *Increasing returns and long-run growth*. *Journal of Political Economy*, 94(5), 1002-1037.
- Rose-Ackerman, S. (1999). *Corruption and government: Causes, consequences, and reform*. Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9781139175098>.
- Rose-Ackerman, S. (2016). *Corruption and government: Causes, consequences, and reform* (2nd ed.). Cambridge University Press.
- Solow, R. M. (1956). *A contribution to the theory of economic growth*. *Quarterly Journal of Economics*, 70(1), 65-94.
- Svensson, J. (2005). Eight questions about corruption. *Journal of Economic Perspectives*, 19(3), 19–42. <https://doi.org/10.1257/089533005774357860>
- Tanzi, V., & Davoodi, H. (1997). *Corruption, public investment, and growth* (IMF Working Paper No. 97/139). International Monetary Fund. <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2016/12/30/Corruption-Public-Investment-and-Growth-1870>
- Transparency International. (2023). *Corruption perceptions index 2023*. Transparency International. <https://www.transparency.org/en/cpi/2023/index/nzl>
- Transparency International. (2023). *What is corruption?* Transparency International. <https://www.transparency.org/en/what-is-corruption>.

- Transparency International. (2024). *Corruption Perceptions Index 2023*.
- United Nations. (2005). *The inequality predicament: Report on the world social situation 2005*. United Nations Publications.
- Wei, S. J. (2000). How taxing is corruption on international investors? *Review of Economics and Statistics*, 82(1), 1–11.
<https://doi.org/10.1162/003465300558533>
- World Bank. (2007). *Economic developments and prospects: Job creation and growth in the Middle East and North Africa*.
- World Bank. (2020). *The Human Capital Index 2020: Measuring human capital*. World Bank.
- World Bank. (2022). *World Development Report 2022: Governance and the Law*. Washington, DC: World Bank.
<https://www.worldbank.org/en/publication/wdr2022>
- World Bank. (2023). *World Development Indicators*.